



Industrie
Canada

Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

entreprise

VOL. 3, n° 4, mars 2002

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

- Sur les quelque 200 000 emplois rémunérés créés entre le troisième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001, 63,5 % sont attribuables aux petites entreprises. Il s'agit d'une hausse marquée par rapport au premier semestre de l'année, au cours duquel le marché de l'emploi a connu une expansion plus vigoureuse alors que l'apport des petites entreprises se situait à seulement 27,1 % en moyenne.
- Le pays comptait 2,3 millions de travailleurs indépendants au quatrième trimestre de 2001, soit une baisse de 2,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2000.
- Au troisième trimestre de 2001, on a enregistré 2 148 faillites, ce qui représente une diminution de 9,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2000. Le passif lié aux faillites a chuté pour s'établir à 750 millions de dollars, soit une baisse de 48,9 % par rapport au trimestre correspondant de 2000.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont très légèrement diminué pour s'établir à 99,9 milliards de dollars au troisième trimestre de 2001, contre 100,2 milliards au trimestre précédent.
- Pour les neuf premiers mois de 2001, le financement par quasi-capital représente 234 millions de dollars investis dans 430 cycles de financement. Il s'agit d'une croissance de 9 % du flux de capitaux par rapport aux 214 millions investis en 227 cycles au cours de la période correspondante de 2000.

NOUVELLES DONNÉES SUR LE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

En partenariat avec Industrie Canada et le ministère des Finances Canada, Statistique Canada a récemment mené une enquête intitulée *Financement des petites et moyennes entreprises*, dans le cadre d'un programme de recherche et de collecte de données sur les petites et moyennes entreprises (PME). Environ 11 000 entreprises comptant moins de 500 employés ont été interrogées. Elles ont indiqué si elles avaient fait des demandes de financement en 2000 et, le cas échéant, en ont précisé les particularités et le résultat.

Vingt-trois pour cent des répondants ont déclaré avoir fait au moins une demande de financement par emprunt en 2000. De ce nombre, 82 % ont déclaré avoir réussi à obtenir un prêt ou un autre type de crédit. Les entreprises de grande taille ont eu plus de chances d'obtenir du financement. En effet, environ 79 % des entreprises comptant de 1 à 4 employés et ayant présenté une demande de crédit en 2000 ont déclaré avoir obtenu un financement; le taux s'est fixé à 85 % pour les entreprises ayant de

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Travail indépendant	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement par capitaux propres	6
Faillites commerciales	7
Prêts aux entreprises	7
Faits nouveaux	8

(suite de la page 1)

5 à 19 employés, à 87 % pour celles qui en comptent de 20 à 99 et à

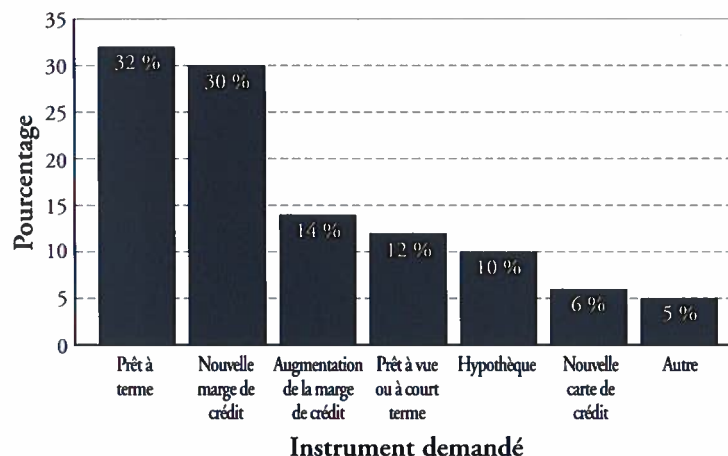
94 % pour les entreprises de 100 à 499 employés. La raison mentionnée le plus souvent par les entreprises dont la demande a été rejetée était l'insuffisance des bénéfices, des revenus ou des ventes.

En ce qui a trait aux instruments financiers, la figure 1 montre que les prêts à terme et les marges de crédit sont les plus en demande parmi les PME, suivis des prêts à vue ou à court terme, des hypothèques et des cartes de crédit. Le financement par emprunt demandé visait le plus souvent à obtenir un fonds de roulement et d'exploitation (42 %), tandis que 23 % des demandeurs ont utilisé le financement pour se procurer du matériel et de l'outillage et 11 %, pour faire l'acquisition d'immeubles ou de terrains.

Les demandes de financement par emprunt étaient le plus souvent présentées à des banques, soit dans une proportion de 66 %, contre 20 % à des coopératives de crédit ou à des caisses populaires. Viennent ensuite les sociétés d'État et d'autres programmes fédéraux, provinciaux ou municipaux, dans une proportion de 8 %. Environ 64 % des entreprises qui ont demandé un financement par emprunt ont motivé leur choix d'institution financière en indiquant qu'il s'agissait de leur institution habituelle.

On trouvera de plus amples renseignements sur les résultats de l'enquête à <http://strategis.ic.gc.ca/prf>

Figure 1 : Pourcentage de l'ensemble des demandes selon l'instrument financier demandé en 2000



Source : Statistique Canada, *Financement des petites et moyennes entreprises, 2000*.

CRÉATION *d'emplois*

D'après les dernières données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH)¹ menée par Statistique Canada, les petites entreprises (99 employés ou moins) sont à l'origine de 63,5 % des 199 644 emplois rémunérés qui ont été créés entre le troisième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001.

Le tableau 1 montre que la création d'emplois nette totale (variation trimestrielle sur douze mois) a reculé, passant de 412 196 au premier trimestre de 2001 à 321 701 au deuxième, puis à 199 644 au troisième. Par ailleurs, alors que la croissance économique ralentissait, la part de la création d'emplois attribuable aux petites entreprises s'accroissait régulièrement, passant de 22,1 % au premier trimestre à 32,1 % au deuxième et à 63,5 % au troisième. La part des entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) est demeurée stable au cours des deux premiers trimestres, mais elle a diminué au troisième. Enfin, les grandes entreprises (500 employés ou plus) ont vu diminuer leur part de la création d'emplois tout au long de la période².

Emploi

En 2000, environ 5 millions ou 41 % des 12,4 millions d'employés canadiens rémunérés étaient au service d'entreprises comptant 100 employés ou moins. Quelque 2 millions d'employés, soit 16 %, travaillaient pour des moyennes entreprises et les 5,4 millions ou 43 % restants, pour des grandes.

Le tableau 2 montre que l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique dominaient au chapitre de la part de l'emploi dans les petites entreprises, affichant des taux de 46,3 et 45,9 % respectivement.

(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

Les chiffres concernant la répartition de l'emploi selon l'industrie indiquent que les plus fortes concentrations d'emplois dans les petites entreprises ont été enregistrées dans les secteurs de la construction (77,0 %), de l'hébergement et des services de restauration (68,1 %) ainsi que des services immobiliers, de location et de location à bail (64,2 %) (voir le tableau 3). En moyenne, les industries de services sont légèrement plus représentées dans la catégorie de 5 à 19 employés, mais les entreprises de moins de 100 employés,

qu'elles appartiennent à la catégorie des services ou de la production, regroupaient en moyenne près de 41 % des employés rémunérés.

¹ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services des ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

² Statistique Canada souligne que ces données peuvent être quelque peu volatiles, notamment en ce qui a trait aux catégories de petite taille et aux rapports établis entre les données de 2001 et celles de 2000.

Tableau 1 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré sur 12 mois selon la taille des entreprises, Canada, 2001

Trimestre	Variation nette totale		Contribution (%) à la variation nette selon la taille des entreprises (nombre d'employés)						
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	100-299	300-499	500+
T1	3,4	412 196	10,5	-0,7	6,8	5,5	11,0	3,3	63,6
T2	2,6	321 701	1,6	6,9	11,4	12,2	10,8	1,8	55,3
T3	1,6	199 644	34,5	-1,7	14,5	16,2	-1,7	-3,5	41,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), octobre 2001.

Nota : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services des ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

Tableau 2 : Distribution de l'emploi selon la province ou le territoire et la taille des entreprises, 2000

Provinces		Taille des entreprises (nombre d'employés rémunérés)													
		0-4		5-19		20-49		50-99		100-299		300-499		500+	
		Total	N ^b re	% du total	N ^b re	% du total	N ^b re	% du total	N ^b re	% du total	N ^b re	% du total	N ^b re	% du total	N ^b re
Terre-Neuve	170 288	14 847	8,7	24 696	14,5	14 071	8,3	8 927	5,2	11 649	6,8	5 636	3,3	90 462	53,1
Île-du-Prince-Édouard	53 048	4 410	8,3	9 803	18,5	6 283	11,8	4 073	7,7	5 435	10,2	2 149	4,1	20 895	39,4
Nouvelle-Écosse	345 245	25 586	7,4	51 292	14,9	34 395	10,0	26 436	7,7	36 204	10,5	11 559	3,3	159 773	46,3
Nouveau-Brunswick	282 606	22 998	8,1	43 289	15,3	27 584	9,8	19 968	7,1	28 619	10,1	10 812	3,8	129 336	45,8
Québec	2 950 855	227 065	7,7	460 908	15,6	351 770	11,9	250 650	8,5	341 861	11,6	155 663	5,3	1 162 938	39,4
Ontario	4 865 455	298 109	6,1	625 008	12,8	475 049	9,8	401 038	8,2	578 772	11,9	240 622	4,9	2 246 857	46,2
Manitoba	483 665	27 841	5,8	66 128	13,7	49 600	10,3	34 823	7,2	51 600	10,7	22 471	4,6	231 202	47,8
Saskatchewan	364 672	27 989	7,7	62 086	17,0	38 407	10,5	26 858	7,4	40 801	11,2	18 736	5,1	149 795	41,1
Alberta	1 295 912	110 286	8,5	203 996	15,7	143 943	11,1	103 177	8,0	138 839	10,7	62 129	4,8	533 542	41,2
Colombie-Britannique	1 566 468	144 993	9,3	267 305	17,1	181 881	11,6	124 980	8,0	153 832	9,8	70 023	4,5	623 454	39,8
Yukon	14 817	1 307	8,8	2 608	17,6	1 652	11,1	1 219	8,2	1 254	8,5	—	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	27 390	1 227	4,5	4 869	17,8	3 529	12,9	2 878	10,5	2 978	10,9	—	—	—	—
Canada – Total	12 420 420	906 658	7,3	1 821 988	14,7	1 328 164	10,7	1 005 027	8,1	1 391 844	11,2	601 949	4,8	5 364 790	43,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), octobre 2001.

Nota 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services des ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

Nota 2 : Les totaux des provinces ou territoires ne correspondent pas au total pour le Canada, car les données ont été arrondies. Le total de certaines catégories a été rajusté pour correspondre à la somme des données provinciales ou territoriales et au total pour le Canada. Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires ont été supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux de la catégorie et du territoire.

(suite à la page 4)

(suite de la page 3)

Tableau 3 : Distribution de l'emploi selon l'industrie et la taille des entreprises, Canada, 2000

Industrie	N ^{bre} total d'employés	Taille des entreprises (nombre d'employés rémunérés)													
		0-4		5-19		20-49		50-99		100-299		300-499		500+	
		N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total	N ^{bre}	% du total
Exploitation forestière	83 499	13 355	16,0	18 276	21,9	10 328	12,4	6 446	7,7	6 264	7,5	-	-	-	-
Extraction minière et de pétrole	136 269	6 379	4,7	12 295	9,0	9 615	7,1	8 433	6,2	14 769	10,8	8 359	6,1	76 419	56,1
Services publics	109 661	650	0,6	1 970	1,8	1 584	1,4	2 031	1,9	6 166	5,6	3 295	3,0	93 964	85,7
Construction	540 598	113 247	20,9	162 440	30,0	91 126	16,9	49 472	9,2	46 026	8,5	13 700	2,5	64 587	11,9
Fabrication	2 047 067	48 300	2,4	181 456	8,9	219 996	10,7	209 266	10,2	339 056	16,6	150 458	7,3	898 536	43,9
Commerce de gros	710 531	52 548	7,4	147 478	20,8	117 030	16,5	83 211	11,7	99 154	14,0	37 058	5,2	174 054	24,5
Commerce de détail	1 443 880	115 991	8,0	289 432	20,0	182 616	12,6	147 646	10,2	125 132	8,7	35 393	2,5	547 671	37,9
Transport et entreposage	603 505	42 047	7,0	67 018	11,1	53 734	8,9	37 764	6,3	58 904	9,8	20 696	3,4	323 342	53,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	335 498	9 490	2,8	22 758	6,8	19 690	5,9	16 715	5,0	34 037	10,1	18 225	5,4	214 583	64,0
Finance et assurances	540 208	27 724	5,1	42 089	7,8	35 481	6,6	26 837	5,0	37 777	7,0	18 636	3,4	351 664	65,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	214 638	40 156	18,7	51 279	23,9	27 760	12,9	18 663	8,7	25 460	11,9	9 485	4,4	41 835	19,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	613 546	110 854	18,1	125 190	20,4	76 825	12,5	49 543	8,1	68 711	11,2	31 438	5,1	150 984	24,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	75 641	12 664	16,7	14 193	18,8	10 061	13,3	6 155	8,1	9 058	12,0	-	-	-	-
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	505 122	41 886	8,3	77 385	15,3	53 643	10,6	43 954	8,7	76 428	15,1	38 677	7,7	173 150	34,3
Services d'enseignement	933 251	8 749	0,9	23 448	2,5	23 726	2,5	19 222	2,1	50 882	5,5	37 267	4,0	769 957	82,5
Soins de santé et assistance sociale	1 231 898	98 049	8,0	147 648	12,0	77 757	6,3	70 196	5,7	153 973	12,5	81 297	6,6	602 979	48,9
Arts, spectacles et loisirs	213 168	12 215	5,7	35 580	16,7	28 542	13,4	21 061	9,9	27 394	12,9	11 084	5,2	77 292	36,3
Hébergement et services de restauration	908 332	49 540	5,5	235 362	25,9	206 898	22,8	126 191	13,9	116 361	12,8	36 756	4,0	137 223	15,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	461 480	99 379	21,5	150 306	32,6	56 908	12,3	33 397	7,2	44 391	9,6	18 385	4,0	58 712	12,7
Administrations publiques	712 627	3 436	0,5	16 386	2,3	24 845	3,5	28 825	4,0	51 898	7,3	27 817	3,9	559 420	78,5
Toutes les industries	12 420 421	906 659	7,3	1 821 989	14,7	1 328 165	10,7	1 005 028	8,1	1 391 841	11,2	601 949	4,8	5 364 790	43,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), octobre 2001. Les données sur les industries sont classées d'après le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Nota 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services des ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

Nota 2 : Les totaux des industries ne correspondent pas au total pour l'ensemble des industries, car les données ont été arrondies. Le total de certaines catégories a été rajusté pour correspondre à la somme des données sur les différentes industries et au total pour l'ensemble des industries. Dans deux industries, les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus ont été supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux de la catégorie et de l'industrie.

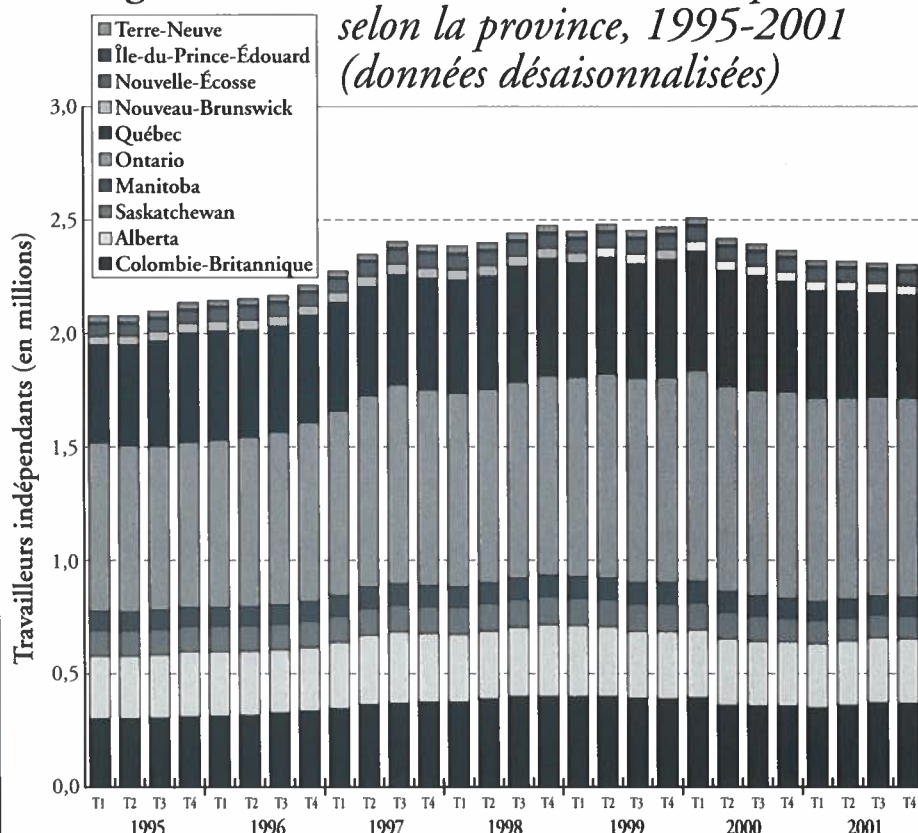
TRAVAIL *indépendant*

D'après l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, le pays comptait 2,3 millions de travailleurs indépendants au quatrième trimestre de 2001, soit une baisse de 2,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2000. Il s'agit du septième recul consécutif au chapitre de la variation trimestrielle sur douze mois, c'est-à-dire depuis le deuxième trimestre de 2000.

La figure 2 illustre la distribution des travailleurs indépendants selon la province entre 1995 et 2001. En moyenne, près de 60 % des travailleurs indépendants du pays habitaient en Ontario (36,3 %) et au Québec (21,2 %). Les provinces de l'Ouest et celles de l'Atlantique comptaient respectivement 37 et 6 % des travailleurs indépendants au Canada.

Au cours de cette période de sept ans, le nombre total de travailleurs indépendants au pays a augmenté en moyenne de 1,6 % par an. À 3,2 et 2,9 % respectivement, le taux de croissance en Ontario et en Colombie-Britannique a été nettement supérieur à la moyenne. En revanche, on a observé un repli du travail indépendant à Terre-Neuve (2,7 %) et en Saskatchewan (1,7 %).

Figure 2 : Nombre de travailleurs indépendants, selon la province, 1995-2001 (données désaisonnalisées)



COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 6 février 2002

PIB réel. Le PIB réel a diminué de 0,8 % (taux annuel) au troisième trimestre de 2001, soit sa première baisse depuis 1992. Le demande intérieure a fléchi au troisième trimestre, les dépenses de consommation reculant pour la première fois depuis 1995. Des entreprises ont liquidé leurs stocks, contribuant ainsi à la baisse de la production. Les exportations de biens et services ont chuté pour le quatrième trimestre de suite. Sur une note positive, on a observé un raffermissement de la construction résidentielle et une augmentation subite de l'investissement dans le matériel et l'outillage au cours du trimestre, gain principalement attribuable aux énormes dépenses se rapportant à un engin de forage flottant en Nouvelle-Écosse. La baisse de la production découle en partie de la perturbation de l'activité économique dans la foulée des attentats du 11 septembre. Le PIB réel au prix de base a chuté en septembre, mais il a récupéré en octobre et en novembre près de la moitié de la perte.

Perspectives. Les perspectives économiques demeurent incertaines. La plupart des analystes prévoient que la conjoncture s'améliorera graduellement au cours du premier semestre de l'année et qu'elle connaîtra une nette reprise par la suite. Selon les prévisions établies par le secteur privé en janvier 2002, la croissance sera de 1,3 % en 2002 et de 3,8 % en 2003.

Enquête sur la situation des entreprises

(janvier). D'après l'Enquête, les fabricants étaient moins pessimistes en ce qui a trait à la production et à l'emploi pour le premier trimestre. Près de 50 % des fabricants interviewés prévoyaient de maintenir leur niveau de production, tandis que 17 % s'attendaient à le réduire au cours des mois à venir. Les producteurs se sont par ailleurs montrés moins préoccupés quant au niveau des commandes en attente et des nouvelles commandes : 38 % des fabricants étaient insatisfaits en janvier, contre 43 % en octobre.

Taux de chômage. Le taux de chômage national a grimpé à 8 % en décembre en raison des pertes d'emploi et d'une forte augmentation de la taille de la population active. Au cours du quatrième trimestre, on a enregistré 30 000 pertes d'emploi nettes, liées au fait que le nombre de travailleurs indépendants a diminué de 62 400, tandis que celui des emplois proprement dits ne progressait que de 32 400. L'activité sur le marché du travail a ralenti tout au long de 2001.

Inflation. Le taux d'inflation selon l'IPC s'établissait à 0,7 % en décembre (variation sur douze mois), au même niveau qu'en novembre, par suite d'une baisse du prix de l'essence. Les hausses enregistrées en novembre et en décembre ont été les plus faibles depuis février 1999. Le taux d'inflation de base mesuré selon l'IPC sur douze mois (qui exclut

(suite à la page 7)



FINANCEMENT

par capitaux propres

Qu'est-ce que le financement par quasi-capital?

Le financement par quasi-capital permet aux PME, en particulier aux moyennes entreprises, de mobiliser du capital de risque sans avoir à perdre le contrôle de leurs affaires en vendant des actions aux investisseurs. Cette forme de financement combine la rentrée de fonds du crédit à terme avec les gains en capital inhérents à l'actionnariat. À titre d'exemple de financement par quasi-capital, mentionnons les prêts à redevance, la créance de second rang et le crédit mezzanine³.

Le financement par quasi-capital va en augmentant au Canada. Pour les neuf premiers mois de 2001, il représente 234 millions de dollars investis dans 430 cycles de financement, soit une progression de 9 % au chapitre du flux de capitaux par rapport aux 214 millions investis en 227 cycles au cours de la même période en 2000. Comme le montre le tableau 4, les transactions de grande valeur (5 millions de dollars ou plus) ont

continué de représenter la plus grande part des activités de financement par quasi-capital, soit 60 % de l'ensemble des capitaux investis (près de 141 millions de dollars). Les entreprises en expansion ont bénéficié de la plus grande partie de ce type de financement, soit 125 366 millions de dollars ou 53 % des montants investis.

³ L'expression « prêt à redevances » renvoie à un prêt de capital accordé à une entreprise, nouvelle ou déjà en activité, par des personnes autres que les propriétaires.

La « créance de second rang » désigne un titre de créance qui procure du financement pour procéder à une acquisition, à une expansion ou à une restructuration et qui confère à son titulaire une garantie de second rang sur des éléments d'actif, assortie de modalités de paiement fixes ou souples et d'un taux d'intérêt fixe ou variable.

Le « crédit mezzanine » est une dette non classique qui comporte un plus grand élément de risque qu'une dette garantie, mais présente moins de risque qu'un financement par capitaux propres. Il s'agit d'un moyen de mobiliser des capitaux de croissance dans le cas des entreprises qui ont largement dépassé l'étape de démarrage, mais ne sont pas encore prêtes à faire publiquement appel à l'épargne. Cette forme de financement comporte d'ordinaire le recours à un investissement en actions et une créance de second rang par le truchement d'une transaction de placement privé conclue avec des établissements de crédit.

Tableau 4 : Financement par quasi-capital selon l'état d'évolution, neuf premiers mois de 2001

État d'évolution	Total		< 0,5 M\$		0,5 à 1 M\$		1 à 5 M\$		5 M\$+	
	Nbre de cycles	Inv. (M\$)	Nbre de cycles	Inv. (M\$)	Nbre de cycles	Inv. (M\$)	Nbre de cycles	Inv. (M\$)	Nbre de cycles	Inv. (M\$)
Nouvelle entreprise	4	0,85	4	0,85	0	0	0	0	0	0
Jeune entreprise	6	0,753	6	0,753	0	0	0	0	0	0
Expansion	359	125,4	334	39,6	11	7,7	10	20	4	58,1
Acquisition ou rachat	11	90,4	3	0,8	1	0,594	4	6,5	3	82,5
Autres	50	16,8	37	6,9	10	6,3	3	3,5	0	0
Total	430	234,1	384	48,9	22	14,6	17	30	7	140,6

Source : Mary MacDonald and Associates Limited, *Activity in Canada's Quasi-equity Market, Q3, 2001*.

Données au 6 février 2002

(suite de la page 5)

l'alimentation et l'énergie, dont les prix sont volatils) s'établissait à 1,6 % en décembre, tout à fait dans la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada. Le taux d'inflation annuel moyen s'est chiffré à 2,6 % en 2001, soit une augmentation comparable à celle observée en 2000 par rapport à 1999.

Taux d'escompte. La Banque du Canada a réduit son taux d'escompte de 25 points de base le 15 janvier, le ramenant à 2 %. Elle a par ailleurs abaissé les taux d'intérêt de plus de 3,75 points de pourcentage au cours des douze derniers mois.

Dollar canadien. Le huard a souffert de l'incertitude économique et de la baisse du prix des marchandises à l'échelle mondiale. Après avoir chuté à 0,6202 cents américains le 18 janvier, soit le niveau le plus bas jamais enregistré, il a regagné un peu de terrain.

Exportations de marchandises. Au troisième trimestre, les exportations de marchandises ont diminué de 7,7 % (taux annuel), soit la quatrième baisse de suite. Ce recul reflète le ralentissement économique à l'échelle de la planète, en particulier la récession qui sévit aux États-Unis. Les importations ont chuté à un rythme similaire, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, de la machinerie et des pièces automobiles. L'excédent commercial *réel* du Canada s'établissait à 5,5 milliards de dollars au troisième trimestre, ce qui représente un repli de 3,5 milliards par rapport au deuxième trimestre.

Investissement dans l'habitation. Après une modeste augmentation au trimestre précédent, l'investissement dans l'habitation a progressé de plus de 4,2 % (taux annuel) au troisième trimestre. La construction de logements, les rénovations et les ventes de maisons existantes ont toutes progressé, tirant parti des taux hypothécaires favorables et des revenus disponibles plus élevés. Le marché de l'habitation a conservé une bonne tenue au quatrième trimestre. Les mises en chantier moyennes ont été plus nombreuses qu'au cours du trimestre précédent et les reventes de maisons ont progressé de plus de 11,4 % par rapport au troisième trimestre.

Ventes au détail. Après un gain de 1,8 % en octobre, les ventes au détail se sont accrues de 1,4 % (hausse mensuelle) pour atteindre 24,6 milliards de dollars en novembre. La progression de novembre est concentrée dans les ventes de véhicules automobiles, stimulées par les généreux incitatifs offerts par les concessionnaires. Selon les chiffres préliminaires, les ventes de l'industrie automobile ont continué de poursuivre sur leur lancée en décembre.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont fait un plongeon de 45 % (taux annuel) au troisième trimestre, les pertes étant généralisées parmi les principales industries. Cette baisse reflète en partie les attentats du 11 septembre, mais leurs répercussions ne seront pas toutes évidentes avant le quatrième trimestre. Les industries les plus touchées sont l'extraction de pétrole et de gaz, en raison de la chute des prix de l'énergie; les services de transport, ébranlés par la chute des bénéfices dans l'industrie du transport aérien; et le secteur du bois et du papier, qui a régressé par suite des droits compensatoires qui ont frappé les exportations de bois d'œuvre vers les États-Unis.

FAILLITES *commerciales*

Le nombre de faillites au Canada s'est établi à 2 148 au troisième trimestre de 2001 contre 2 726 au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 21,2 %. Il s'agit du plus faible nombre enregistré depuis le troisième trimestre de 1989. L'analyse sur douze mois révèle que le nombre de faillites a augmenté durant quatre trimestres jusqu'au troisième trimestre de 2001, au cours duquel il a amorcé un repli de 9,5 %.

La baisse du nombre de faillites a été accompagnée d'une diminution du passif lié aux faillites. La valeur des faillites a chuté, passant de 1,92 milliard de dollars au deuxième trimestre à 750 millions au troisième, soit une baisse de 61 %. Un examen de la variation trimestrielle sur douze mois indique par ailleurs un fléchissement marqué (48,9 %) de la valeur des faillites par rapport à la valeur de 1,47 milliard de dollars enregistrée au troisième trimestre de 2000.

Le passif lié aux faillites a été exceptionnellement volatil au cours des cinq derniers trimestres, la variation trimestrielle dépassant 35 %.

PRÊTS *aux entreprises*

Atteignant 99,9 milliards de dollars au troisième trimestre de 2001, les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte⁴ sont demeurés pratiquement inchangés par rapport au trimestre précédent. Les prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) représentent 21 milliards, soit 21 % de l'ensemble des prêts accordés aux entreprises. La valeur totale des prêts de faible valeur accuse une baisse soutenue depuis le deuxième trimestre de 1998. On observe un fléchissement semblable dans la part des prêts de faible valeur par rapport à l'ensemble des prêts en cours accordés par les banques à charte.

⁴ Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux. Par inadvertance, cette note concernant la couverture des données sur les prêts aux entreprises présentées ici a été omise dans les numéros du BTPE de 2001. Elle a été incorporée à la version en ligne du Bulletin le 21 janvier 2002.

FAITS *nouveaux*

Lancement du site Web Recherche et politique de la petite entreprise

La Direction générale de la politique de la petite entreprise a lancé un nouveau site Web s'adressant expressément aux chercheurs et aux analystes de la politique dans le domaine de la petite entreprise. Ce site donne accès à plus de 150 résumés d'études portant sur la petite entreprise et l'entrepreneuriat, à des rapports de recherche sur le financement des petites entreprises, à des documents de politique clés, à des réponses aux questions les plus fréquemment posées au sujet de statistiques clés sur les petites entreprises et à bien d'autres choses.

Le site Web Recherche et politique de la petite entreprise se trouve à : www.strategis.ic.gc.ca/recherchepe

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53455B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

Réunion des responsables dans le domaine de la petite entreprise

Les lacunes au chapitre des données et de l'information, les entreprises en pleine croissance ainsi que les contraintes réglementaires et administratives ont été les principaux thèmes de discussion au cours d'une réunion regroupant les responsables fédéraux, provinciaux et territoriaux de la politique de la petite entreprise. Cette réunion, qui a eu lieu à Ottawa les 15 et 16 janvier 2002, était la première depuis 1998. Elle a offert aux participants l'occasion d'échanger de l'information sur les diverses questions et initiatives se rapportant à la petite entreprise dans leurs domaines de compétence respectifs. Les participants se sont notamment entendus sur la nécessité d'élaborer une définition commune de la notion de « petite entreprise » et d'accroître la coordination et les possibilités de partenariat avec Statistique Canada pour combler les lacunes actuelles en matière de données. Ils ont aussi convenu que le nouveau site Web Recherche et politique de la petite entreprise constituerait un outil fort utile pour faciliter la communication dans le milieu de la recherche et de la politique de la petite entreprise.

Portaildesaffaires.ca – Services pour les entreprises canadiennes

Portaildesaffaires.ca est le portail fédéral s'adressant aux entreprises canadiennes, qui bénéficient ainsi d'un accès facile aux renseignements et aux services de l'ensemble des ministères et organismes fédéraux. La structure de **Portaildesaffaires.ca** est articulée autour d'activités clés présentant un intérêt pour les entreprises, par exemple le démarrage d'entreprise, le financement ainsi que les impôts et taxes. Ce site convivial permet de gagner beaucoup de temps.

Bien que **Portaildesaffaires.ca** s'adresse aux entreprises canadiennes, son contenu est également utile aux chercheurs et aux analystes, car il leur donne rapidement accès à des études de marché, à un éventail de règlements applicables aux entreprises, aux données sur le marché du travail au Canada ainsi qu'à de l'information sur la performance économique nationale et régionale.